

socialiste Le Gers

n°2063

Juillet 2016

1, rue du 8 mai

32000 AUCH

Tél. : 05 62 61 97 50

ps32@wanadoo.fr

Directeur de la publication :
Michaël Aurora. **Directeur de
la rédaction :** Philippe Pugnet.
Photos : PS du Gers.
Maquette : interne.
Impression : spéciale interne.



Retrouvez l'actualité de la fédération du Gers du parti socialiste sur son site internet :

www.ps32.fr et sur sa page facebook : www.facebook.com/PartiSocialiste.Gers

Dans ce numéro...

Pages 4 à 11

Dossier spécial Front populaire

- ♦ Les 80 printemps du Front populaire
- ♦ Les députés du Gers élus en 1936
- ♦ Roger Salengro, Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Léon Blum
- ♦ Que reste-t-il du Front populaire ?



Pages 12 à 15

Coin lecture

- ♦ Quand les socialistes inventaient l'avenir

Page 16

Hommage de la fédération du Gers du Parti socialiste à Michel Rocard

Pages 17 à 19

Quand les commerces et les services disparaissent, c'est le FN qui progresse

Page 20

La page des élus socialistes et républicains du Gers



édito

Par Michaël Aurora

Premier secrétaire

fédéral

L'ignominie terroriste a de nouveau frappé notre pays, à Nice, le 14 juillet, jour de la fête nationale. Nos pensées vont aux victimes et à leurs familles anéanties par cette folie meurtrière. Nous pensons aux nombreux blessés qui luttent encore aujourd'hui pour leur vie. Et nous pensons aussi à toutes celles et à tous ceux qui ont assisté à l'horreur et qui n'oublieront jamais ces corps et ces cris.

Le 26 juillet dernier, deux meurtriers se réclamant de Daech sont venus assassiner un prêtre, le père Jacques Hamel, et blesser très grièvement un paroissien, dans l'enceinte même de l'église Saint-Etienne-du-Rouvray.

En frappant indistinctement des civils, ces assassins déséquilibrés et leurs commanditaires manipulateurs poursuivent leur stratégie de la tension contre la France et la démocratie. A cette guerre barbare, à cette idéologie mortifère, nous devons opposer la force légitime des démocraties qui ont vaincu, jadis, les plus féroces dictatures totalitaires.

Pour y parvenir, il nous faut dépasser l'effroi et l'émoi qu'ils veulent susciter par cette violence effrénée et éloigner les ferments de division qu'ils tentent d'instiller au cœur de notre société.

Il faut également une réponse ferme de notre République qui n'est pas, contrairement à ce qu'ils croient, un régime de faiblesse. Sans tomber dans le tout-sécuritaire, notre pays doit poursuivre et intensifier son action contre le terrorisme sur notre territoire comme à l'étranger.

La France y consacre depuis 4 ans tous ses moyens de défense, de renseignement et de sécurité. Les effectifs ont été renforcés, les budgets augmentés, les procédures judiciaires adaptées et de nouvelles mesures ont été annoncées par le Président de la République avec la prolongation de l'état d'urgence et la mobilisation de la réserve.

Que les barbares sachent qu'ils ne feront pas plier notre nation qui a connu et surmonté bien d'autres épreuves. Qu'ils n'oublient pas que les Français sont un peuple libre et que la France est une République forte.

**84,3 % de
participation
au premier
tour**

**1 830 938
grévistes
recensés au
mois de
juin 1936**

Dossier spécial Front populaire

Les 80 printemps du Front populaire

Dossier élaboré par Philippe Pugnet, d'après des sources AFP/Assemblée Nationale/France TV Info

En mai 1936, il y a 80 ans, le Front populaire, coalition des socialistes, communistes et radicaux, gagne les législatives et porte au pouvoir Léon Blum qui met en œuvre un programme social sans précédent.

Expérience mythique de la gauche au pouvoir, étape capitale de l'émancipation de la classe ouvrière, le Front populaire a accouché de réformes historiques - congés payés et semaine de 40 heures pour tous les salariés, notamment - et donné un formidable élan aux loisirs et à la culture.

Pourtant, a résumé l'historien Michel Winock, il "est aussi un échec, politique - il ne dure qu'une année -, économique, et surtout peut-être idéologique. Pour ne pas avoir assez vu que le véritable danger se situait à l'extérieur, il ne parviendra pas à son objectif premier : faire pièce au fascisme".



Mais revenons plus en détails sur cette période :

Les élections ont lieu au scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours. Le premier tour, le 23 avril 1936, révèle un taux très élevé de participation (84,30%), une progression socialiste, une poussée communiste, une chute spectaculaire des radicaux et apparentés et un recul de la droite. Les quatre grands partis de gauche s'accordent sur le désistement pour le candidat de gauche le mieux placé. A l'issue du second tour, le 3 mai 1936, la victoire est triomphale. Le Front populaire obtient 386 élus sur 608 : 149 socialistes, 72 communistes (au lieu de 11 en 1932), 56 divers gauche (socialistes-communistes, Union socialiste-républicaine, Gauche indépendante, ...) et 109 radicaux.

Devant le Conseil national de son parti, Léon Blum souligne « *cette espèce d'anticipation confiante sur la réalité que l'on appelle aujourd'hui une mystique.* » Léon Blum préside le Gouvernement, sans détenir aucun autre portefeuille ministériel. Les radicaux participent au gouvernement nettement placé sous direction socialiste; les communistes pratiquent « le soutien sans participation ». S'il n'accorde pas le droit de vote aux femmes, Léon Blum nomme, pour la première fois dans un gouvernement, des femmes aux postes de sous-secrétaires d'Etat : Suzanne Lacore, Irène Joliot-Curie et Cécile Brunschvicg.

Les 80 printemps du Front populaire

Le 6 juin il présente devant les chambres trois grands trains de mesures. La Chambre des députés vote la confiance par 384 voix contre 210. A peine le gouvernement constitué, il faut tenter de mettre fin aux grèves qui ont éclaté dès le mois de mai, en province puis à Paris. Le mouvement prend une ampleur sans précédent : 12 000 grèves, dont la moitié dans la région parisienne, fréquemment avec occupation des lieux de travail. Le mouvement traduisant une impatience sociale grandissante s'étend notamment aux mines, au secteur du bâtiment aux grands magasins, aux maisons de haute couture, aux cafés. Le ministère du travail recense 1 830 938 grévistes au mois de juin.



Le 7 juin, Léon Blum, assisté des deux ministres Roger Salengro et Marx Dormoy et de Jules Moch, réunit à l'Hôtel Matignon les représentants du patronat (la CGPF) et la CGT. Dans la nuit du 7 au 8 juin sont signés les "accords de Matignon", avancée sociale sans précédent : généralisation des conventions collectives, reconnaissance de la liberté syndicale, augmentation générale des salaires (de 7% à 15%) et création de délégués ouvriers élus par le personnel dans les établissements de plus de dix salariés, l'engagement des ouvriers de mettre fin aux grèves.

A partir du 12 juin, le mouvement de grève est en reflux. S'adressant aux cadres communistes de la région parisienne, Maurice Thorez déclare : « *Si le but, maintenant est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et son organisation, alors il faut savoir terminer dès que satisfaction a été obtenue* ».

Trois réformes de structure seront adoptées pendant l'été : la création de l'Office national interprofessionnel du blé, qui a pour mission de fixer chaque année le prix du blé; la nationalisation des industries de guerre (loi du 12 août 1936) ; la réforme de la Banque de France : la loi du 24 juillet 1936 attribue le droit de vote aux assemblées générales à l'ensemble des 40 000 porteurs d'actions et remplace le conseil des régents par un conseil général de 230 membres. Les projets de loi sur les 40 heures, les contrats collectifs et les congés payés déposés le 9 juin sont discutés et votés les 11 et 12 à la Chambre et les 17 et 18 au Sénat. D'autres lois complètent les réformes sociales engagées : amélioration des assurances sociales et de certaines allocations de chômage, retraites des mineurs, suppression des prélèvements de 10% sur les salaires et les pensions introduits par décrets-lois.

Le bouleversement de la représentation parlementaire, l'intensité de l'activité gouvernementale et la mobilisation sociale contribuent à changer la perception de l'État par les ouvriers.



Les 80 printemps du Front populaire

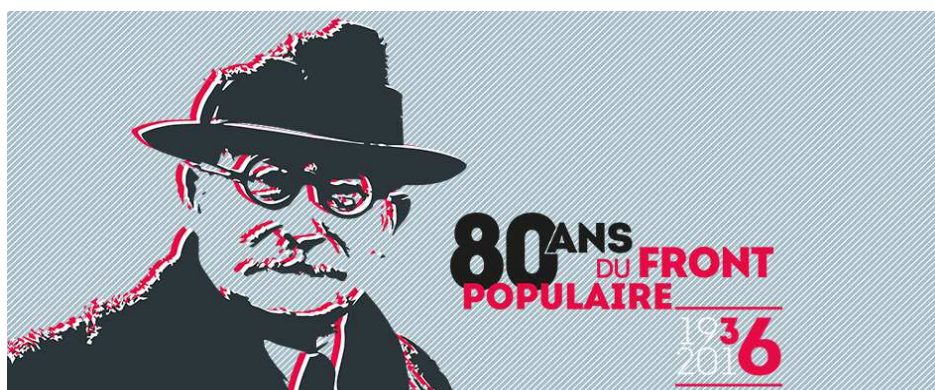
Une nouvelle politique culturelle vise à populariser le savoir. Jean Zay, Ministre de l'éducation nationale, fait voter la loi du 9 août 1936 portant de treize à quatorze ans l'âge de la scolarité obligatoire, lance un vaste programme d'équipement scolaire et innove avec l'éducation physique et artistique, épaulé par le jeune Léo Lagrange chargé des Sports et des Loisirs. Ce dernier, Sous-secrétaire d'État à l'organisation des loisirs et aux sports, obtient des compagnies de chemin de fer le « billet populaire de congé annuel » et, grâce aux congés payés, plusieurs centaines de milliers d'ouvriers peuvent prendre des congés pour la première fois au cours du bel été 36. Mais l'expérience du Front Populaire sera de courte durée.

En juillet, l'Espagne s'embrase dans la guerre civile. Le PCF souhaite l'engagement de la France aux côtés des républicains espagnols contre la rébellion fasciste de Franco. Mais Léon Blum, face à l'opposition de la droite, des radicaux, du président de la République, le modéré Albert Lebrun, et du Royaume-Uni, tranche en faveur d'une "non-intervention" tout en fermant les yeux sur des livraisons d'armes aux forces progressistes.

L'antifascisme, ciment du Front populaire, se manifeste essentiellement par la dissolution des Ligues d'extrême droite.

A la rentrée, la période se tend avec la dévaluation du franc en septembre, le suicide du ministre de l'Intérieur Roger Salengro, victime de calomnies, en novembre, et le refus de la confiance du PCF sur la politique étrangère en décembre. Les difficultés économiques s'aggravent. En février 1937, Léon Blum annonce une "pause" dans les réformes. En juin, il démissionne devant le refus du Sénat de droite de lui accorder les pleins pouvoirs pour augmenter les impôts, réduire les dépenses et contrôler les changes. Le radical Camille Chautemps forme un nouveau cabinet de Front populaire que les ministres socialistes quittent en janvier 1938. Un nouveau gouvernement Blum ne tient même pas un mois face à l'obstruction du Sénat. Et c'est le retour à une politique "modérée" avec Edouard Daladier à Matignon et Paul Reynaud aux Finances.

En 1942, Blum est, avec d'autres, jugé par le régime de Vichy pour sa responsabilité dans la défaite face à l'Allemagne nazie lors du célèbre procès de Riom (Puy-de-Dôme). Il est accusé d'avoir affaibli la défense nationale, lors du Front populaire. Mais, en partie à cause de son talent oratoire, les débats tournent au fiasco pour Vichy et sont ajournés sine die par le maréchal Pétain, sur ordre des Allemands. Blum est déporté à Buchenwald en 1943 d'où il reviendra vivant.



Les députés du Gers élus en 1936

Louis DUBOSC

Député socialiste du Gers de 1936 à 1942



Né le 6 avril 1901 à Panassac, décédé le 8 juin 1991 à Condom, Louis François Dubosc fut député du Gers de 1936 à 1942.

Après avoir obtenu son brevet supérieur, Louis

Dubosc entra dans l'enseignement et fut nommé instituteur. Membre du parti socialiste S.F.I.O., il se présenta sous son patronage aux élections générales législatives des 26 avril et 3 mai 1936 dans la circonscription de Condom-Lectoure. Il obtint, au premier tour de scrutin, 6.705 voix contre 4.573 à M. Mahagne et 3.317 à M. Ducom, sur 19.398 votants. Au deuxième tour, il emporta le siège de député, avec 11.256 voix contre 7.977 à M. Ducom, sur 19.779 votants.

Inscrit au groupe socialiste, il fit partie de la Commission des travaux publics et des moyens de communication et de celle des boissons. Auteur d'une proposition de loi tendant à établir le scrutin uninominal avec représentation proportionnelle des

partis pour l'élection des députés, il fut chargé de rapporter le projet de loi approuvant une convention entre l'Etat et la Compagnie des chemins de fer du Midi, relative à l'alimentation en énergie électrique des chemins de fer transpyrénéens, ainsi qu'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès de la S.N.C.F. pour que soit accordée, une fois par an, la gratuité de transport aux personnes accompagnant les parents âgés ou infirmes se rendant sur la tombe de leur fils mort pour la France. Il intervint à la tribune au cours de la discussion du budget des Travaux publics de l'exercice 1937, sur le point précis de l'achèvement du troisième tronçon de la ligne de chemin de fer Bazas-Auch. Le 13 novembre 1936, il demanda à interpellier le Gouvernement sur les ordres donnés par le consul italien du Gers, aux anciens combattants italiens, de s'abstenir de prendre part au cortège du 11 novembre, organisé à Condom. Entre temps, en 1937, il fut élu conseiller général du Gers pour le canton de Valence. Il devait le demeurer jusqu'en 1945. Tout comme Abel GARDEY, sénateur Radical-Socialiste du Gers, Louis DUBOSC, votera les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940 et disparaîtra de la scène politique après la guerre.

Les députés du Gers élus en 1936

Paul SAINT-MARTIN

Député socialiste du Gers de 1936 à 1940



Né le 4 septembre 1901 à Simorre , mort le 15 juin 1940 à Toulouse, Paul Saint-Martin fut député du Gers de 1936 à 1940.

Instituteur, secrétaire de la fédération socialiste du Gers, Paul Saint-Martin fut élu député de la circonscription de Mirande le 3 mai 1936, au second tour des élections générales, 6.961 des 13.197 votants lui ayant accordé leurs voix, tandis que son principal concurrent, de Gontaut-Biron - déjà devancé au premier tour - n'obtenait que 3.961 suffrages. Au cours de sa campagne électorale, où il défendit le programme du parti socialiste, il avait promis aux électeurs devant lesquels il se présentait pour la première fois de leur rendre compte chaque année, s'il était élu, de l'exécution de son mandat. Inscrit à la Chambre au groupe socialiste, membre des commissions de l'armée et du suffrage universel, il rapporta deux projets de loi modifiant, l'un, les dispositions relatives au recrutement de l'armée, l'autre l'organisation des cadres de réserve de l'armée de terre. Il interpella le gouvernement le 9 février 1939 sur le prix du blé et prit à cette occasion la défense des producteurs et il intervint dans la discussion du projet sur les conventions collectives de travail et du projet tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des députés. Lorsque la guerre éclata, Paul Saint-Martin fut mobilisé dans l'aérostation ; volontaire du cadre navigant de l'aviation, il obtint, après un stage à Villacoublay, le brevet d'observateur en avion. Il fut alors envoyé au centre d'instruction de bombardement de Toulouse : c'est là qu'il trouva la mort, l'avion sur lequel il faisait son dernier vol d'entraînement, à la veille de son départ en escadrille, s'étant écrasé au sol. Il était âgé de 38 ans.

Les députés du Gers élus en 1936

Camille CATALAN

Député radical-socialiste de 1928 à 1942



Né le 10 février 1889 à Solomiac (Gers), mort le 14 décembre 1951 à Toulouse (Haute-Garonne) Camille Catalan fut député du Gers de 1928 à 1942.

Camille Catalan, né, d'après son acte de naissance, d'un père « limonadier », fut élève des lycées d'Auch et de Tou-

louse et conquist des baccalauréats de philosophie et de mathématiques élémentaires avant de poursuivre des études de droit, à Toulouse, puis à Paris et d'entrer dans l'administration des contributions directes. Mobilisé en 1914, il fut blessé et reprit les fonctions de contrôleur des contributions à Marat (Cantal) en 1916 - il deviendra par la suite contrôleur principal. Secrétaire d'une commission de bénéfices de guerre à Paris de 1917 à 1920, il passa le doctorat en droit en 1919 et fut, quatre ans durant, secrétaire du syndicat national des agents des contributions directes.

Elu conseiller général du canton de Cologne (Gers) le 17 octobre 1920, il brigua, aux élections générales législatives des 22 et 29 avril 1928, au nom de l'Union des gauches, le siège de député de la circonscription d'Auch-Lombez. Distancé d'environ 2.000 voix au premier tour de scrutin par Joseph Barthélemy, il triompha au second avec 9.462 suffrages contre 8.883 à son rival, sur 18.607 votants. Se représentant, le 1er mai 1932, sous l'étiquette radicale-socialiste, il fut réélu dès le premier tour de scrutin avec 8.610 voix sur 17.408 votants. Aux élections générales des 26 avril et 3 mai 1936, en revanche, candidat, à nouveau, du parti radical, il ne l'emporta qu'au second tour de scrutin sur de Montesquiou, avec 9.696 suffrages sur 17.438 votants.

Sous ces trois législatures, il appartenait à diverses Commissions, parmi lesquelles il y a lieu de citer la Commission des finances et la Commission d'enquête sur les événements du 6 février 1934. Il fut rapporteur du budget des finances et intervint fréquemment au sujet du personnel de ce Ministère. Les discussions budgétaires lui fournirent l'occasion de traiter de questions assez diverses comme l'électrification rurale, l'accueil des mutilés dans certains centres de réforme, les ressources de la Caisse de crédit aux départements et communes. Mais c'est plus volontiers des problèmes fiscaux et agricoles qu'il entretint la Chambre : lors de l'examen du budget de 1931-1932, il examinait les causes des imperfections du système fiscal et au début de 1940 il exprimait les critiques du groupe radical-socialiste sur le projet de loi concernant la patente ; sous la quinzième législature, il prenait une part active à la discussion du projet et des propositions de loi relatives au marché du blé et demandait à interpellier sur l'attitude de la grande meunerie. Enfin, il se fit le défenseur des petits et moyens commerçants, des petits et moyens industriels et des artisans.

Il ne put assister à la séance de l'Assemblée Nationale du 10 juillet 1940 à Vichy. Après la Libération, Camille Catalan conduit, dans le Gers, la liste Radicale- socialiste résistante pour les élections du 21 octobre 1945 à la première Assemblée nationale Constituante. Il subit la concurrence de deux autres listes se réclamant du radicalisme qui totalisent près de 10 000 voix, lui même obtenant la confiance de 10 756 électeurs. Du fait de cet émiettement le troisième siège revient au candidat communiste, Edmond Castera, élu avec 14 405 suffrages exprimés.

Sur cet échec, Camille Catalan se retire de la vie politique.

Roger SALENGRO, Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Léon Blum (1890-1936)

Né le 30 mai 1890 à Lille, Roger Salengro milite très jeune parmi les partisans de Jules Guesde, l'introducteur du marxisme en France. Antimilitariste, il est fiché au « carnet B » et par conséquent détenu pendant plusieurs semaines en août 1914.

Quand il est admis à porter les armes, son régiment est replié sur Cognac, mais Roger Salengro demande à partir au front et sa requête est acceptée. Évacué comme malade au printemps 1915, il obtient de revenir en première ligne. « Pour pouvoir sortir de l'hôpital, écrit-il le 22 mai 1915, il m'a fallu remuer ciel et terre, parce qu'incomplètement guéri. Mais je pars radieux sachant pourquoi je me bats et décidé à faire tout mon devoir. »



Le 7 octobre 1915, parti chercher le corps d'un combattant, il est capturé par les Allemands. Interné en Bavière, il incite ses camarades à refuser le travail forcé, ce qui lui vaut treize mois de camp disciplinaire. Sa santé s'altère d'autant plus qu'il est atteint de dépression nerveuse. Il est dirigé vers la Suisse dans un convoi de rapatriés sanitaires. Quand il revient à Lille, Roger Salengro ne pèse plus que quarante-deux kilos.

Côté français, la suspicion à l'encontre des socialistes, qui avaient combattu la « loi de trois ans » avec Jaurès, fait qu'un conseil de guerre a examiné son dossier : en janvier 1916 cependant, le soupçon de désertion est écarté et le soldat Salengro, acquitté.

Cette affaire sera néanmoins exploitée par les adversaires de Roger Salengro, et d'abord par les communistes. Conseiller municipal de Lille à partir de 1919, Roger Salengro a fait le choix de la SFIO au congrès de Tours. Il contribue à réorganiser la fédération du Nord en même temps qu'il collabore activement au *Cri du peuple*, le quotidien socialiste local.

Maire de Lille en 1925, Roger Salengro devient député en 1928. Réélu en 1932 et en 1936, il est nommé au poste difficile de ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Front populaire dirigé par Léon Blum. C'est donc Roger Salengro qui signe les décrets de dissolution des ligues pris en application de la loi du 10 janvier 1936, s'attirant la haine de l'extrême droite.

Son ennemi Henri Becquart, député du Nord, réclame au ministre de la Guerre Édouard Daladier des précisions sur l'attitude du soldat Salengro pendant la Grande Guerre. Bientôt s'ensuit une campagne de presse d'une grande violence, menée par *L'Action française* et *Gringoire*.

Roger SALENGRO, Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Léon Blum (1890-1936)

Une commission, présidée par le général Gamelin, innocente Roger Salengro. Le 13 novembre 1936, interpellé par l'opposition, Léon Blum défend son ministre, obtenant la confiance de 427 députés. « Vous savez que la campagne menée contre Roger Salengro au nom de l'honneur militaire et du patriotisme repose sur l'altération de la vérité », déclare clairement le Président du Conseil. Mais la campagne de presse se poursuit, *Gringoire* voulant voir dans le rapatriement sanitaire de Roger Salengro une marque de bienveillance allemande. Éprouvé par la mort de sa femme et la maladie de sa mère, le ministre met fin à ses jours dans la nuit du 17 au 18 novembre. La lettre qu'il écrit à Léon Blum est publiée en une du *Populaire* qui fustige le « fascisme assassin ». À Lille, sont organisées le 22 novembre des obsèques nationales qui rassemblent un million de personnes.

Roger Salengro, la lettre à Léon Blum

Cette lettre du 16 novembre 1936 sera publiée le 19 novembre en une du *Populaire*, l'organe central de la SFIO, qui porte en titre : « Ils l'ont tué ! »

Mon cher Blum,

Ma femme est morte il y a bientôt dix-huit mois de la calomnie qu'on ne lui épargna pas et dont elle souffrit tant. Ma mère ne se remet pas des suites de son opération et la calomnie la ronge jusqu'aux moelles.

J'ai lutté de mon côté, vaillamment. Mais je suis à bout. S'ils n'ont pu réussir à me déshonorer, du moins porteront-ils la responsabilité de ma mort, car je ne suis ni un déserteur, ni un traître.

Mon parti aura été ma vie et ma joie.

Mon affection aux miens.

Mon souvenir aux nôtres.

À vous ma reconnaissance.

Roger Salengro



Que reste-t-il des acquis du Front populaire ?

Huit décennies après le grand rassemblement de gauche autour du Front populaire, la cohésion semble oubliée dans les rangs de l'actuelle majorité. "1936 c'est à la fois la victoire électorale d'une gauche qui prend le pouvoir, mais aussi un mouvement social qui vient en appui (...), et ce qui en sort devient des lois", rappelle Serge Wolikow auteur de 1936 : *Le monde du Front populaire*. Une

toile de fond historique qui est bien éloignée de la protestation actuelle face à la loi Travail.

En 1936, la société n'était pas forcément unie derrière les partisans de la réforme sociale, mais la gauche avait réussi à convaincre par l'union. "Le Front populaire c'est d'abord un mot d'ordre (...), la gauche a trouvé la nécessité d'associer les revendications sociales et

un programme", explique l'historien. Cette expérience sociale du Front populaire a été rendue possible par l'envie de changement et l'espérance révolutionnaire qui étaient au cœur de l'engagement militant à cette époque. "Les analogies doivent être limitées, mais quand même. C'est vrai qu'il y avait un espoir", analyse Serge Wolikow.

Coin lecture

Quand les socialistes inventaient l'avenir

Source : la vie des idées

À travers une activité journalistique intense mais peu connue, les socialistes du XIXe siècle ont posé les jalons d'un courant politique aussi inventif que divers. Un ouvrage collectif revient sur les racines longtemps ignorées de ce premier socialisme à l'aune de sa presse.

Quel rapport entre les socialistes du début du XIXe siècle et ceux d'aujourd'hui ? A priori, aucun. En octobre 2014, Manuel Valls proposait même de changer le nom du Parti socialiste. Pourtant, dans un monde où les inégalités sociales et économiques s'accroissent, les socialistes auraient tout à gagner à mettre en avant des marqueurs historiques de gauche. Comme au début du XIXe siècle, moment de naissance du capitalisme industriel et de la presse de masse, le socialisme se situe dans une période charnière où il doit « réinventer l'avenir ».

Cet ouvrage collectif, issu d'un colloque tenu à l'Université de Stanford aux États-Unis en 2013, entreprend d'analyser les doctrines et les modalités d'action des « premiers socialistes » à partir de l'analyse de leur presse entre 1825 et 1851. Il s'agit d'explorer le long cheminement des aspirations des courants politiques socialistes antérieurs à Karl Marx. Les auteurs s'appuient sur la nouvelle presse périodique qui connaît à cette époque un fort développement. En effet, la révolution de 1848, en plus d'être portée par les ouvriers et le peuple, a aussi été menée par les journalistes de l'époque.

Cette publication collective s'inscrit dans une entreprise pluridisciplinaire rassemblant des économistes, des philosophes, des historiens et des politistes autour d'axes de réflexion communs (conditions de production d'un journal, thématiques l'animant, réseau des rédacteurs).



Les « premiers socialistes » et la presse

Les socialistes pré-marxiens ont longtemps été ignorés par la littérature scientifique. Cet ouvrage constitue donc un apport important dans une période qui constitue un « temps faible de l'histoire » en raison notamment de la longue domination en sciences sociales d'une lecture opposant le socialisme « utopique » (Proudhon, Leroux notamment) à un socialisme « scientifique » (Marx et

Engels) et ayant pour effet une insuffisante analyse des pionniers du socialisme. Il propose un tableau évolutif et aussi complet que précis du bouillonnement idéologique et des mobilisations qui ont animé ces socialistes du début jusqu'à la moitié du XIXe et fait bien ressortir la circulation nationale et internationale des idées et des pratiques socialistes en Europe.

Quand les socialistes inventaient l'avenir

En sus d'une introduction et d'une conclusion générale, cet ouvrage se compose de trois parties, correspondant à trois périodes : 1825-1835, 1836-1848 et 1848-1851. Pour la période allant de 1825 à 1835, les auteurs montrent le développement d'une presse militante bénéficiant, avec l'entrée en vigueur de la Charte de 1830, d'une plus grande latitude d'action dans l'expression de leurs opinions. Sous l'effet des transformations sociales et économiques engendrées par l'industrialisation de la France du début du XIXe, une nouvelle pensée sociale s'invente, qui produit notamment des tensions et schismes au sein de l'école saint-simonienne .

Les deux premiers chapitres s'intéressent à des journaux se situant dans l'héritage idéologique de Saint-Simon. Le premier s'attache à démontrer en quoi ces rédacteurs participent des débuts d'une presse militante tandis que le second s'intéresse à l'intégration de la question sociale au sein de l'économie par les saint-simoniens. Néanmoins, s'inscrivant dans la doctrine saint-simonienne, ces journaux ne cherchent pas à s'adresser à un public ouvrier ni même à tenter de l'organiser pour qu'ils puissent promouvoir leurs revendications. Tenants d'une société déconflituée, ces rédacteurs veulent éviter toute révolte ouvrière et cherchent à les associer pacifiquement à la conduite du pouvoir politique. Mais la pensée de Saint-Simon prône aussi un supplément de morale dans l'organisation d'un nouveau monde social et, à sa suite, Ballanche (un de ses disciples) y adjoint une dimension religieuse.

Le chapitre 3 porte sur le journal *L'Avenir* de Lamennais, qui pose les bases du catholicisme social. Ce journal se veut une publication de combat contre les légitimistes, les gallicans et les libéraux. Rejetant le matérialisme de son époque, Lamennais recherche dans un christianisme originel une nouvelle voie qui serait gui-

dée par une philosophie de l'histoire admettant le progrès. Dans un monde social en pleine transformation, il intègre alors dans ses réflexions la question sociale et en vient à affirmer plusieurs libertés : de conscience (supposant la séparation de l'Église et de l'État), d'enseignement, et de la presse.

L'école saint-simonienne éclatant progressivement au cours des années 1830, les chapitres 4 et 5 sont consacrés à des membres de cette école ayant fondé leurs propres journaux. D'une part, Buchez, qui se désigne sous le titre « d'ingénieur du social », fonde *L'Européen*, dans lequel il développe l'idée, passée à la postérité, d'associations de production, qui inspirera ensuite la création de coopératives ouvrières. D'autre part, Leroux, Reynault et Carnot renouvellent, au sein de *La Revue Encyclopédique*, leur réflexion sur la morale et la religion au prisme de la question sociale et, à la différence des saint-simoniens, centrent plus expressément et explicitement leurs réflexions sur la « grande question du prolétariat ».

Le chapitre 6 porte sur la revue fouriériste, *La réforme industrielle* ou *Le Phalanstère*, qu'investissent là encore d'anciens saint-simoniens. Ce journal joue ici un rôle dans la diffusion des théories sociales de Fourier et, plus largement, dans l'élaboration d'un socialisme politique. Enfin, les trois derniers chapitres de cette première partie s'intéressent à des acteurs situés encore aux marges de cette nouvelle pensée sociale : les femmes, qui se mobilisent contre leur exclusion des mobilisations sociales et politiques, les ouvriers (notamment les canuts lyonnais), qui réfléchissent à de nouvelles formes d'actions politiques et institutionnelles (conseil prud'homal), et les Républicains, qui commencent à intégrer dans leurs réflexions la question sociale (Raspail et son journal *Le Réformateur*).

Quand les socialistes inventaient l'avenir

Le journal comme espace de politisation

La seconde période traitée par l'ouvrage commence en 1826, quelques mois après l'entrée en vigueur des lois répressives sur la presse de 1835, et s'achève en 1847, un an avant la révolution de 1848. Les contributions montrent une accentuation des transformations observées dans la période précédente permettant la sortie progressive des idées socialistes d'un petit monde militant. Par le choix des journaux analysés, on saisit bien également l'effervescence journalistique durant cette période ainsi que les conflits portant sur les objectifs politiques et sociaux que s'assignent les premiers socialistes.

Intégrant de plus en plus explicitement la question sociale dans leurs réflexions, les Républicains cherchent à la résoudre en mettant en avant les droits politiques (Louis Blanc et *La Revue du Progrès*) adjoints d'un ensemble de réformes sociales (Baune et Flocon et *La Réforme*). Considérant que la résolution de la question sociale tient de la tradition républicaine, ils se distinguent ainsi des autres journaux socialistes par leur faible emploi de termes tels que « progrès », « science sociale » ou « association ». Mais, le socialisme s'enracine également au sein de la classe ouvrière à travers la publication de journaux. Les concepteurs du journal *L'Atelier*, tous ouvriers, pren-

nent alors leurs distances avec les cercles républicains bien qu'ils continuent à se revendiquer de l'héritage de Saint-Simon. Signe également de la progression dans l'espace public des idées socialistes, les fouriéristes se prennent au jeu politique jusqu'à ce que les locaux de leur quotidien deviennent même un lieu de réunion pour les démocrates-socialistes. Face à cette ouverture du socialisme, d'autres, les communistes notamment, affirment une conception plus radicale de l'égalité, et entrent dans l'espace public à travers une presse nombreuse (huit journaux) à partir de 1836.

Certains, comme Cabet, tentent de mettre à l'épreuve cette nouvelle idéologie, d'abord à travers le journal *Le Populaire*, puis en fondant une communauté aux États-Unis reposant sur la non-violence, la loi et la plus pure égalité. L'étude des journaux permet également de saisir les trajectoires de socialistes de la période précédente. Pierre Leroux poursuit ainsi son approfondissement d'un socialisme conçu comme une religion d'humanité déconfessionnalisée, tandis que Buchez se rallie à un socialisme chrétien, ce qui l'amène à prendre ses distances avec les autres courants du socialisme (proudhonien, communiste, fouriériste...).

Les journaux à l'épreuve de la révolution de 1848

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage s'intéresse aux journaux parus pendant la période allant de 1848, lorsque se constitue la II^e République, à 1851, moment où une grande majorité de socialistes est en exil. Les journaux jouent un rôle considérable lors de la révolution de 1848, plus précisément sur la période allant de fin février jusqu'à l'élection législative d'avril. Conduite par les journalistes soutenus par le petit peuple de Paris, elle s'appuie sur deux institutions : le gouverne-

ment provisoire, composé presque exclusivement de journalistes, ainsi que la presse.

Le chapitre 21, se centre sur les journaux entretenant un rapport critique avec la II^e République naissante. Nouvel entrant dans le journalisme en 1848, Pierre-Joseph Proudhon dirige plusieurs journaux qui constituent des réceptacles de sa pensée dirigée contre le gouvernement.

Quand les socialistes inventaient l'avenir

Il cherche par ce moyen à constituer une majorité alternative autour de ses projets (crédit mutuel gratuit par exemple). Les chapitres 22 et 23 examinent d'autres journaux fondés par des ouvriers ou des femmes déçus par la révolution de 1848 qui ne prend pas suffisamment en compte leurs revendications. Ne disposant plus de relais au sein de l'Assemblée à partir du 15 mai, les ouvriers réinvestissent les journaux et la rue comme moyen d'expression. Ils critiquent principalement l'incapacité de la révolution de 1848 à traiter les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs et organisent la représentation et la politisation des ouvriers contre le bonapartisme : le *Journal des travailleurs* s'assigne ainsi comme objectif d'être le porte-voix des travailleurs. Les militantes de la cause féminine sont également critiques à l'égard de la révolution de 1848. Paraissant entre février et avril 1848, le journal *La Voix des femmes* est conçu dans la continuité de l'action politique des clubs, des pétitions et des manifestations. Sa principale revendication est d'acquérir la nouvelle citoyenneté qui vient d'être accordée aux hommes.

Les journaux peuvent également constituer le prolongement des luttes politiques des révolutionnaires de 1848. Les chapitres 24 et 26 s'intéressent à des journaux se situant plutôt du côté républicain.

Au lendemain des événements du 15 mai 1848, la Commission du Luxembourg en charge de la question sociale est dissoute.

Plusieurs journaux (*Le Travail affranchi*, *Le Salut du Peuple*, *Le Nouveau Monde*) sont alors constitués pour faire vivre l'esprit de cette commission. Ils se donnent pour but d'organiser les ouvriers au niveau politique (promotion des associations ouvrières) et scientifique (éducation du peuple à travers la diffusion d'une science sociale). D'autres journaux encore sont plus complaisants à l'égard de la nouvelle République de 1848 (*La République* et *La Vraie République*). Leur analyse nous renseigne aussi bien sur les évolutions de la presse (nombreux messages publicitaires) que sur son orientation explicitement partisane en se faisant le soutien et le relais des candidats des comités socialistes et ouvriers.

À la suite de la répression de Juin 1848, la République s'éloigne durablement de la question sociale. Les sanctions s'accroissant sur les Républicains, nombre d'entre eux sont contraints à l'exil et cette troisième partie s'achève sur l'étude de deux journaux fondés par ces exilés. L'un d'entre eux, intitulé *Le Libéraire*, réfléchit à un monde où toute forme de commerce aurait disparu au profit de l'échange solidaire et pose les bases de l'anarchisme.

En conclusion, ce livre s'adresse à des spécialistes de la période ainsi qu'à un plus large public cherchant dans l'histoire une possibilité de comprendre et d'agir dans le présent. Dans une perspective d'histoire culturelle s'attachant à restituer les pratiques des acteurs, l'analyse des journaux des premiers socialistes constitue un bon moyen d'appréhender les origines du socialisme. En effet, le journal de l'époque ne doit pas être saisi avec nos catégories actuelles. Il ne s'agit pas seulement d'un outil de communication de l'élite politique se faisant désormais « une approche globalisante de l'idée du peuple ». Il sert aussi à mobiliser et instruire les citoyens. Il permet en effet à cette époque de diffuser des doctrines socialistes, tient lieu de forum ouvert aux débats internes, fédère des militants, permet de lever des fonds ou encore de fonder des communautés.

Cet ouvrage permet aussi de dépasser les catégories usuellement utilisées pour caractériser les premiers socialistes sous l'angle de l'utopisme. À travers l'analyse de la presse militante, il montre combien ces socialistes pré-marxiens inventent, à l'épreuve du réel, des nouvelles pratiques militantes qu'ils diffusent par ce médium. On aimerait néanmoins en savoir un peu plus sur les modes de diffusion et de lecture de ces journaux. L'autre grand mérite de cet ouvrage est également de combler un manque historiographique. Trop peu de travaux ont encore entrepris de dépouiller et d'analyser les journaux de cette époque. Néanmoins, les journaux ne peuvent suffire à saisir l'ensemble des courants politiques de cette période. Ainsi, hormis durant une très courte période, entre 1848 et 1850, Pierre-Joseph Proudhon ne montre qu'un faible intérêt pour le journalisme. D'autres objets d'étude (tracts politiques) ou d'autres perspectives de recherche (histoire sociale des idées) compléteront utilement les apports de cet ouvrage sur cette période.

Enfin, les thématiques dont traitent ces premiers socialistes restent d'une brûlante actualité : rôle de l'État, structuration de groupes ou mouvements sociaux ou participation des femmes à l'espace public ou politique. Les réponses qu'ils nous apportent peuvent être source de nouvelles réflexions ou formes d'actions pour la période contemporaine.

Hommage de la fédération du Gers du Parti Socialiste à Michel Rocard

Un « rêveur réaliste » : formulée par François Hollande lors de la remise de la grand-croix de la Légion d'Honneur à Michel Rocard en 2015, cette expression rend bien le parcours, la pensée et l'action de ce théoricien et animateur de la « deuxième gauche ».

Militant anticolonialiste dans les années 60, leader du Parti Socialiste Unifié, ministre et Premier ministre de François Mitterrand dont il fut le grand rival au PS, Michel Rocard fut, avant tout et surtout, un militant socialiste.



Michel ROCARD à Pavie le 22 mai 1980, entouré de Bernard MOURE (à gauche) et Maurice MARSOL, Maire de Pavie, Conseiller Général Auch Sud-Est (à droite)

Compétent, imaginatif et intègre, Michel Rocard était l'inspirateur de cette « deuxième gauche » qui se voulait à la fois pragmatique et inventive. Pionnier d'une social-démocratie à la française, il fut aussi le modèle au plan national de toute une génération politique. Sa pensée politique influença dans le Gers nombre d'élus locaux au premier rang desquels Jean-Pierre Joseph, (président du conseil général du Gers au début de la décentralisation) et Jean Laborde (député-Maire d'Auch).

Comme leader de parti, Michel Rocard a marqué l'histoire de la gauche. Comme chef de gouvernement, il laisse des réformes marquantes (création du Revenu Minimum d'Insertion et de la Contribution Sociale Généralisée, accords de paix en Nouvelle-Calédonie...) et, surtout, une éthique dans l'action qui le caractérisait en même temps qu'elle offrait un modèle pour d'autres.

Michel Rocard n'a jamais cessé, tout au long de sa vie, de mêler trois réflexions : la gauche, la France et l'Europe dans un monde ouvert. Dans la dernière partie de sa vie il s'empara de la question écologique. Visionnaire mais réaliste, Michel Rocard avait rêvé d'un big bang du socialisme permettant sa reformulation tout en restant fidèle à ses fondements de liberté et de justice sociale.

Ce rêve devenu nécessité pourra utilement inspirer demain une reconstruction de la gauche.



Michel ROCARD à Auch en soutien à Claude DESBONS lors de la cantonale partielle de 1987

Quand les commerces et les services disparaissent, c'est le FN qui progresse

Source : Slate.fr

Une étude de l'Ifop montre que le vote en faveur du Front national est plus élevé dans les communes dont les petits commerces et les services sont absents. Une analyse qui éclaire la réalité mal connue et peu médiatisée de la France rurale contemporaine.

Beaucoup a été dit sur la géographie électorale du Front National. De sa faiblesse dans les idéopôles à sa force dans la «France périphérique», du lien entre sa puissance et la désindustrialisation, de l'adhésion à ses thèses et de la réalité du déclassement, de l'ampleur du vote FN et de son lien avec l'absence de transports en commun (c'est vrai, par exemple, en Seine-et-Marne) ou avec la distance par rapport à la ville-centre, beaucoup d'aspects permettent de comprendre comment ce vote se déploie. Cette quête de connaissance d'un phénomène électoral de l'ampleur de celui du FN dans la séquence qui s'est ouverte depuis 2011 renseigne également sur bien des aspects de l'organisation territoriale et sociale de notre pays.

Jérôme Fourquet, directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop, vient de publier un travail qui confirme ce que certains observateurs ont empiriquement constaté: le vote FN est très fort là où, dans les petites communes, les commerces et les services sont absents.

Les territoires ruraux sont d'abord ouvriers

Lorsque l'on parle de territoires ruraux, confusion est souvent faite entre agriculture et ruralité. Le Salon de l'agriculture, s'il met en lumière un problème évident lié à notre modèle agricole, éclipse hélas une partie considérable des enjeux liés à la ruralité. La réalité est en effet toute autre que celle que l'on se représente trop souvent: les territoires ruraux sont d'abord des territoires où les ouvriers sont majoritaires et les mondes ouvriers sont désormais d'abord des mondes ruraux.

Cette réalité-là avait été décrite dans un travail majeur des sciences sociales écrit par Nicolas Renahy –*Les gars du coin – Enquête sur une jeunesse rurale*– et explique une part importante de l'évolution de la société française. Les territoires ruraux ont souvent subi durement (en particulier dans le Nord, le Nord-Est et l'Est de la France) les mutations de l'économie et la désindustrialisation, la fin de l'univers patronal local autant que celle de l'encadrement par les syndicats. Ils sont souvent victimes de nombreuses autres conséquences de l'entrée de la France dans la globalisation. Les mondes ouvriers comme les mondes ruraux, sans doute parce qu'ils se recoupent, sont devenus de moins en moins visibles. Ils sont pourtant l'un des théâtres d'opérations d'une intense bataille sociale, idéologique et politique, qui se joue en France et dont on ne parle

que rarement.

D'autres évolutions ont puissamment travaillé les territoires ruraux. Celles-ci sont souvent la conséquence de choix politiques purement nationaux ou locaux. On peut évidemment citer la question de la chasse, loisir populaire par excellence, que les réglementations européennes successives ont contribué à politiser, d'abord par l'investissement de militants ouvriers dans la défense de celle-ci, puis ou parallèlement, par la modification de la vision du monde que ces réglementations ont induites. Il est également possible de s'intéresser aux mutations de la politique locale liées, par exemple, au développement de l'intercommunalité.

Progressivement, depuis quelques années, la ruralité a été partiellement politisée: le «bouclier rural» promu en son temps au sein du PS par Christian Paul ou Fabien Bazin était dans cette logique, la «droite rurale» vit également le jour. Comme le rappelle Jérôme Fourquet dans sa note, deux comités interministériels ont cherché à répondre au malaise des zones rurales. Cependant très souvent, la représentation médiatique de la ruralité reste encore très liée à la question agricole ou à la question paysanne, reliquat compréhensible d'une France qui fut des siècles durant une nation de paysans.

Quand les commerces et les services disparaissent, c'est le FN qui progresse

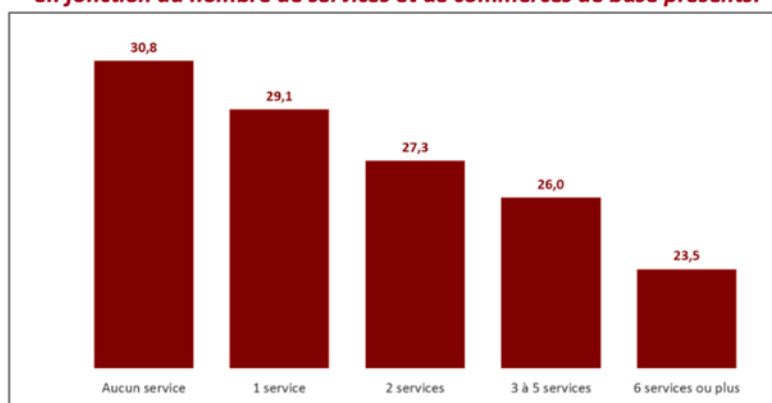
La France « moche » est là pour quelques décennies

L'enquête de l'Ifop donne un nouvel angle d'analyse confirmant le «sentiment d'abandon» si prégnant dans de larges pans de notre société. Pour parvenir à ces résultats, l'Ifop s'est concentré sur la présence ou non «d'une boulangerie, d'une boucherie-charcuterie, d'une épicerie, d'un café, restaurant ou café-restaurant, d'un bureau de poste, d'un relais-poste chez un commerçant, d'une banque ou d'une caisse

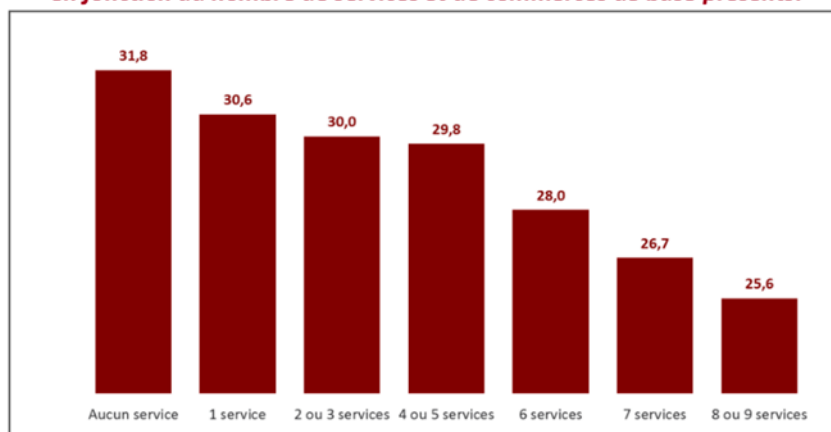
d'épargne, d'un médecin omnipraticien (généraliste), d'une pharmacie».

Le travail concerne deux types de communes, celles de moins de 500 habitants et celles de 500 à 1.000 habitants, soit 26.841 communes. Les résultats sont instructifs: le FN enregistre des scores moyens de 30,9% là où il n'y a aucun commerce ou service à 23,5% là où il y a au moins six commerces et services.

Le score du Front National aux européennes de 2014 dans les communes de moins de 500 habitants en fonction du nombre de services et de commerces de base présents.



Le score du Front National aux européennes de 2014 dans les communes de 500 à 1000 habitants en fonction du nombre de services et de commerces de base présents.



Quand les commerces et les services disparaissent, c'est le FN qui progresse

Evidemment, ces données s'ajoutent à d'autres qui expliquent la puissance ou non du vote FN selon les zones. Elles renseignent cependant sur une réalité: les questions d'aménagement du territoire ont à voir avec l'aménagement commercial. Depuis trente ans, même en tenant compte des rapports de forces (réels) induits par la puissance économique de la grande distribution, toutes les potentialités contenues dans le code du commerce ou celui de l'urbanisme n'ont pas été exploitées et n'ont pas enrayé une mécanique vidant les plus petites communes de leurs commerces.

L'aménagement commercial est d'ailleurs très différent selon les régions. Celles de l'Ouest sont moins marquées par la désertification commerciale rurale que les régions du Nord, Nord-Est et Est. Depuis trois décennies, la part belle a été laissée à la grande distribution avec des conséquences économiques, sociales, politiques et électorales que l'on perçoit aujourd'hui. La disparition progressive des petits commerces du

centre des petites villes et des villages s'est accélérée à mesure que s'est développé un aménagement commercial calqué sur le *mall* américain, dont les dernières évolutions du droit semblent indiquer qu'il n'est pas près de s'inverser. A l'entrée des chefs-lieux de canton ou d'arrondissement s'étendent donc des zones commerciales concentrant l'essentiel des commerces, laissant souvent se développer une «France moche», qui va nous accompagner encore pendant quelques décennies...

Dans le même temps, sous l'effet des mutations technologiques et de choix opérés par le service public postal, les bureaux de poste ont disparu ou ont vu leurs horaires considérables réduits. C'est là un point important de l'enquête de l'Ifop: si l'aspect cumulatif est déterminant dans le vote FN, l'absence d'un bureau de poste revêt une dimension sensiblement plus importante qu'un autre. C'est sans doute là une traduction de l'attente encore réelle de la société française à l'égard de l'Etat.

La ruralité et la classe ouvrière n'ont pas disparu

Si l'on voulait être polémique, en s'attardant sur cette enquête, on pourrait répliquer à Eric Zemmour, qui affichait face au premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, lors d'un débat sur BFM TV, ses certitudes quant à la «théorie du grand remplacement», que non seulement ce qu'il dit ne tient pas empiriquement pour ce qui est de la Croix de Chavaux à Montreuil (cité comme l'un des quartiers où il a grandi et où la population «française de souche» serait désormais minoritaire, mais où il devrait davantage se promener) mais que, de surcroît, ce ne sont pas essentiellement les commerces hallal qui favorisent le vote FN mais bien davantage l'absence de commerce ou de service.

A parler de la «majorité sociale» ou de «l'idéologie majoritaire», Eric Zemmour omet tout simplement de s'intéresser à la réalité de la France rurale et de ses 26.841 communes... Il y a fort à parier que, dans le cœur du réacteur idéologique de la France de 2016, cette question du

sentiment d'abandon se conjugue à d'autres, mais elle révèle que le vote FN est bien la conséquence d'une mutation profonde du lien social, d'une mutation aussi de notre organisation territoriale. Il y a bien d'autres antagonismes dans la société française que ceux stimulés par la machine infernale identitaire.

Reste que ces antagonismes doivent être articulés par un discours politique alternatif. Dans nombre des territoires concernés (pas tous, si l'on y regarde de près), les commerces et services ont disparu des petites communes parallèlement aux partis de gauche et aux syndicats dans les mêmes zones. La ruralité, pas plus que la classe ouvrière, n'a disparu. L'une et l'autre ont simplement disparu des représentations médiatiques. Les corrélations établies par le travail de l'Ifop sont intéressantes car elles permettent, parmi d'autres éléments, de ne plus voir la société française avec les lunettes des années 1970.

La page des élus socialistes et républicains du Gers

Par Alain Scudellaro , Maire de Lamothe-Goas, Président de l'UDESR 32, Membre du Conseil National

A l'occasion du 99^{ème} congrès des maires la délégation gersoise était reçue par François Rebsamen président de la FNESR en présence du premier ministre Manuel Valls. Les élus de gauche ont fait remonter les préoccupations et surtout l'impossibilité d'envisager un avenir serein tant que les dotations seront à la baisse. Le premier ministre sans dévoiler les décisions du président de la République, a rassuré sur ce point. Estelle Grelier ministre des collectivités rencontrée par les gersois à son invitation est également revenue sur l'importance du maillage territorial et de la nécessité de maintenir les communes. Ainsi le Président François Hollande pouvait dans ce climat aux fortes tensions, faire des propositions qui ont satisfait pour une grande partie les revendications des élus.

François Hollande rassure les élus

Le 2 juin dernier en clôture du congrès, le chef de l'État a tenu à saluer les efforts des maires de France et a reconnu que la situation des communes était « *tendue et même insupportable pour certaines d'entre elles.* » C'est la raison pour laquelle il est allé dans le sens de nos demandes. François Hollande a promis une réduction de moitié de la baisse des dotations prévue pour les communes pour 2017. Il a indiqué : « *J'ai voulu pour l'année qui est encore celle de mon mandat faire en sorte qu'au lieu de deux milliards en moins de dotations, il n'y en ait plus qu'un milliard pour le bloc communal* ».

Il a également fait le choix de reconduire le fond d'investissement créé en 2016, porté à 1,2 milliard d'euros. Le chef de l'État a précisé : « 600 millions seront consacrés aux priorités que l'État partage avec vous en matière d'investissements, transition énergétique, logement, accessibilité des bâtiments, et 600 millions pour les petites villes et la ruralité ».

Une loi spécifique pour la **réforme de la Dotation globale de fonctionnement (DGF)**, principale contribution financière de l'État aux collectivités, verra aussi le jour ainsi que le demandaient les élus.

L'automatisation des déclarations du FCTV sera mis en œuvre très rapidement pour faciliter le traitement des dossiers.

Une loi montagne devrait être également examinée au Parlement à l'automne prochain.

Enfin, l'Etat va allouer 200 millions d'euros pour résorber les **zones blanches** et garantir l'accès à un service 3G partout sur le territoire.

François Rebsamen a salué les propositions du chef de l'Etat. Il a également dit que la FNESR se mettait d'ores et déjà, en marche pour les échéances électorales de 2017 afin de faire gagner la gauche. L'UDESR du Gers étant bien représentée nous y participerons activement.



De gauche à droite : Marie-Pierre Cusinato, Dominique Collin, François Rebsamen, Michel Petit, Alain Scudellaro, Suzanne Macabiau